



Mission régionale d'autorité environnementale
de Bourgogne-Franche-Comté

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
relative à l'élaboration du zonage des eaux pluviales de la
commune de Pacy sur Armançon (Yonne)**

n°BFC-2019-1993

Décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement :

La mission régionale d'autorité environnementale,

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4 à L.122-12 et R.122-17 à R.122-24 relatifs à l'évaluation environnementale de certains plans et documents ayant une incidence notable sur l'environnement ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable qui définit les règles générales de fonctionnement des MRAe ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 15 décembre 2017 et du 19 novembre 2018 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bourgogne-Franche-Comté (BFC) en date du 23 juin 2016 portant délégations pour la mise en œuvre de l'article R. 122-18 du code de l'environnement (examens au « cas par cas ») et la décision complémentaire prise par la MRAe de BFC lors de sa réunion du 16 janvier 2018 suite à la modification de sa composition ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n°BFC-2019-1993 reçue le 05/02/2019, déposée par la commune de Pacy-sur-Armançon (89), portant sur l'élaboration de son zonage d'assainissement (eaux pluviales) ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires de l'Yonne en date du 11/02/2019 ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé en date du 26/02/2019 ;

1. Caractéristiques du document :

Considérant que le document consiste en l'élaboration du zonage de gestion des eaux pluviales de la commune de Pacy-sur-Armançon (89) qui comptait 188 habitants en 2015 (données INSEE) ;

Considérant qu'il relève de la rubrique n°4 du II de l'article R.122-17 du code de l'environnement soumettant à l'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale les zonages d'assainissement prévus aux 1° à 4° de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant la situation actuelle qui se présente ainsi :

- La commune indique disposer d'un zonage d'assainissement des eaux usées, approuvé en 2016, basé notamment sur un système d'assainissement collectif composé d'une station d'épuration d'une capacité de 300 équivalent habitants (EH) dont les rejets se font dans l'Armançon et d'un réseau de collecte majoritairement unitaire avec notamment la présence d'un déversoir d'orage sur le réseau ;
- S'agissant des eaux pluviales, 4 exutoires sont recensés sur la commune, dont trois rejetant les seules eaux pluviales dans le milieu naturel, et un commun à la station d'épuration et aux surverses du déversoir d'orage vers l'Armançon ; l'afflux des eaux pluviales vers la station d'épuration occasionnant un dépassement des capacités de la station et entraînant un traitement peu efficace, dès une pluie décennale ;
- Pacy-sur-Armançon ne dispose pas de document d'urbanisme ;

Considérant que le projet de zonage définit d'une part des zones où doivent être prises des mesures de maîtrise du ruissellement (traitement à la parcelle notamment) et de compensation des imperméabilisations nouvelles par la mise en œuvre de bassins de rétention ou d'autres techniques alternatives afin de diminuer les ruissellements et de limiter les débits supplémentaires rejetés vers les réseaux, et d'autre part, des zones réservées pour l'implantation d'ouvrages de régulation des eaux pluviales ou de traitement des eaux pluviales ;

2. Caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée :

Considérant que le projet de zonage ne paraît pas susceptible d'avoir des incidences sanitaires négatives notables, notamment vis-à-vis du captage du Syndicat des Eaux de Vireaux – Sambourg – Moulins en Tonnerrois ;

Considérant que le projet de zonage ne paraît pas susceptible d'avoir des impacts sur les milieux naturels remarquables présents sur la commune, à savoir en particulier la zone naturelle d'intérêt faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 2 « Massif calcaire du Tonnerrois oriental » ;

Considérant ainsi que le projet de zonage des eaux pluviales n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement et la santé humaine par rapport à la situation actuelle ;

DÉCIDE

Article 1^{er}

L'élaboration du zonage des eaux pluviales de Pacy sur Armançon (89) n'est pas soumise à évaluation environnementale en application de la deuxième section du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

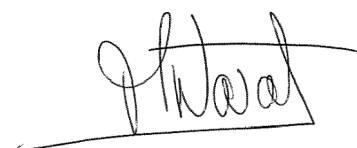
La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le document peut être soumis.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet des missions régionales d'autorité environnementale.

Fait à Dijon, le 28 mars 2019

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale
Bourgogne-Franche-Comté et par délégation, la présidente



Monique NOVAT

Voies et délais de recours

Les décisions de dispense peuvent faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de leur notification ou de leur mise en ligne sur internet.

Les décisions dispensant d'évaluation environnementale ne constituent pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elles ne peuvent faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elles sont susceptibles d'être contestées à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Les décisions soumettant à évaluation environnementale peuvent faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions. Elles peuvent faire l'objet d'un recours contentieux qui doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

Où adresser votre recours ?

Recours gracieux :

Madame la Présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale de Bourgogne-Franche-Comté
Conseil général de l'environnement et du développement durable
57 rue de Mulhouse
21033 DIJON Cedex

Recours contentieux :

Monsieur le Président du tribunal administratif de Dijon
22 rue d'Assas
21000 DIJON

ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr